

de l'empire, ou du Canada? J'admets qu'une contribution d'urgence est un expédient exceptionnel. Un pauvre aveugle qui se tient le long du chemin, tend la main au passant pour solliciter une aumône. Si vous jetez dans son gobelet, où son chapeau, un dix centimes, c'est, peut-être, pour le moment, la meilleure chose que vous puissiez faire pour lui; mais si vous voulez sérieusement remédier à sa misère, ou sa pauvreté, et pourvoir à son avenir, il est nécessaire que vous fassiez quelque chose de plus pour lui. Une politique navale comme celle annoncée dans le discours du trône n'est aucunement une politique. C'est simplement une promesse de subvention—une offre, une contribution. C'est de l'argent jeté dans le chapeau de celui qui sollicite de l'aide, ou c'est comme la pièce de monnaie jetée dans le gobelet du pauvre aveugle. C'est un don généreux et digne d'un gouvernement charitable; mais la fière Albion n'a pas besoin d'une aumône.

Un ministre a déclaré quelque part, durant l'été dernier—et je ne sais si je puis le nommer, bien que je me rappelle vaguement son nom—que l'Angleterre est maintenant à nos genoux. Si elle se pose ainsi devant nous, il faut l'aider immédiatement, et s'il lui faut quelques millions de piastres pour la relever sur ses pieds, que ces millions lui soient donnés. Mais si elle est maintenant à nos genoux, c'est la première fois, dans toute son histoire, qu'elle est ainsi réduite. Il fut un temps où elle eut à faire face à une coalition européenne, comme à Blenheim, en 1704, et à Waterloo, en 1815, et jamais, à aucune période de son histoire, elle s'est mise à genoux devant qui que ce soit; mais elle a pu, au contraire, planter son drapeau partout où le soleil brille, sous toutes les latitudes du monde, et toutes les nations de la terre ont été ses tributaires. Ses flottes ont sillonné les sept océans du globe terrestre. Jamais elle fut obligée de courber son front devant quelque pouvoir que ce soit, et elle n'est pas plus obligée de le faire aujourd'hui qu'alors. Telle est mon opinion; mais je ne suis pas présentement aussi renseigné que le sont les membres du Gouvernement. Je n'ai pas été appelé comme eux à conférer avec le gouvernement

de Sa Majesté britannique, à Londres, et aucune confiance ne m'a été faite. Je suis obligé, présentement, de discuter un sujet sans avoir aucun renseignement—comme point d'appui. En réalité, la manière dont on nous prive de tout renseignement à quelque chose d'offensant pour nous tous; mais le moment viendra où la boîte sera ouverte, et lorsque le secret en sortira, nous connaîtrons la véritable raison de la prétendue grande politique qui nous est annoncée. On nous demandera alors d'exercer notre jugement sur cette politique, non au point de vue politique, ou de l'intérêt d'un parti, ni avec un esprit mesquin, mais avec cet esprit de générosité, qui a toujours caractérisé le Canada dans toutes les occasions.

J'ai dit que cette offre d'une contribution d'urgence pour la défense navale de l'empire, n'était pas une politique navale et que ce n'était qu'une généreuse contribution.

En quoi notre politique navale consistait-elle? C'est celle formulée dans nos statuts. C'est une politique, celle-là, qui signifie quelque chose. C'est la création du noyau d'une marine de guerre qui, selon les circonstances, pourrait se développer au point de devenir une source de force pour le Canada et la Grande-Bretagne. Mais ce qui est maintenant projeté est une affaire qui ne requerra que deux minutes pour signer un chèque, puis quelques minutes de plus pour acheter une lettre de change, et ainsi, dans l'espace de quelques minutes, la contribution d'urgence sera confiée à la poste et expédiée à la Banque d'Angleterre.

Pouvons-nous considérer cette simple opération comme une politique? Les hommes d'affaires font la même chose tous les jours et ce n'est aucunement de la politique. Quant à l'autre méthode, inscrite dans nos statuts, elle requiert la construction en Canada de navires de guerre qui nous appartiendront et constitueront une marine de guerre canadienne. Il y a dans cette méthode une politique déterminée. C'est une politique canadienne. C'est un point de départ parfaitement établi. Nous avons un chantier pour construire des navires. Le Canada produit maintenant l'acier, et aucun autre pays ne produit de l'acier meilleur que le nôtre pour la construction de la classe de vaisseaux de guerre dont nous avons besoin.